

BORDEREAU D'ENVOI

Nom de la collectivité :

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU)

20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud

13800 ISTRES

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE

Tél : 04.42.56.64.86

Mail: contact@symcrau.com

Liste des pièces adressées le 27/11/2017

A

Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
Délibération : Motion du SYMCRAU sur la fixation du taux de redevance à l'Agence de l'Eau pour l'irrigation gravitaire dans le cadre du 11ème programme 2019-2024	N° 30/17	23 novembre 2017

Fait à Istres le 24/11/2017

La Présidente du SYMCRAU,

Celine TRAMONTIN



ACCUSE DE RECEPTION :

Déposé en Sous Préfecture d'Istres le :

(tampon de la sous-préfecture)	Sous-Préfecture d'Istres
27 NOV. 2017	
Courrier arrivé	



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 30/17

Objet de la délibération : Motion du SYMCRAU sur la fixation du taux de redevance à l'Agence de l'Eau pour l'irrigation gravitaire dans le cadre du 11ème programme 2019-2024

L'an deux mille dix sept
et le 23 novembre 2017
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

Étaient présents :

➤ **Membres à voix délibérative :**

Mme Monique ARRAVECHIA, Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOgnANO, Mme Marylène BONFILLON, Mme Agnès BRUNET, M. Alain DERVIEUX, M. Gilbert FERRARI, Mme Thérèse-Annie FRANCOIS, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. André MANELLI, M. Olivier MICHEL, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN, M. Louis TRONC.

➤ **Pour les membres à voix consultative :**

M. Romain GILLE

➤ **Procurations :**

Procuration de M. Henri PONS à Mme Marylène BONFILLON
Procuration de M. Louis MICHEL à Mme Céline TRAMONTIN

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 18 Procuration : 2 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 20

Secrétaire de séance : Mireille HENRY

Rapporteur : Mme Céline TRAMONTIN

Les Agences de l'Eau sont les structures pivots à l'échelle des grands bassins hydrographiques pour mettre en œuvre la politique de l'eau. La politique d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée est définie dans le cadre de programmes d'actions pluriannuels.

Le 10^{ème} programme s'achèvera en 2018 pour laisser place au 11^{ème} qui s'appliquera de 2019 à 2024.

Ces documents cadres définissent à la fois les priorités d'intervention financière des Agences de l'Eau pour accompagner les acteurs locaux dans la déclinaison territoriale de la politique locale de l'eau mais aussi fixe le niveau des redevances venant à concurrence.

Dans le cadre de l'élaboration du 11^{ème} programme de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée, il est envisagé de relever les taux de redevance pour prélèvements relatifs à l'irrigation gravitaire. Cette disposition conduirait à un passage de 11,2 € par hectare à 16€ par hectare soit une augmentation de 43% intervenant après un doublement lors du 10^{ème} programme. Ceci alors que le plafonnement des redevances lié au projet de loi de finance 2018 ne devrait pas permettre une augmentation de subventions de la politique de l'eau.

Cette mesure s'inscrit dans une volonté générale louable d'incitation aux économies d'eau et vise à encourager la mutation des systèmes d'irrigation vers des techniques jugées plus économes en eau telle que la micro-aspersions ou le goutte à goutte.

Néanmoins certains territoires tels que la Crau, bénéficient d'une ressource en eau souterraine suffisante pour alimenter en eau les populations, les zones humides et activités économiques uniquement grâce à l'infiltration des excédents d'irrigation gravitaire.

Pour ces territoires et pour l'équilibre quantitatif de ces masses d'eau souterraine, une telle augmentation du taux de redevance représente une menace directe. En effet, elle représente une augmentation importante du coût de l'eau sur une production, le foin, à faible valeur ajoutée et pour laquelle les charges liées à l'eau représentent déjà la composante majeure du coût de production.

Si une économie viable de la filière n'est pas maintenue, le système risque d'être modifié au profit d'une production plus impactante tant du point de vue quantitatif (pompage dans la ressource locale au lieu de la recharge de la ressource locale) que qualitatif (implantation de cultures nécessitant plus d'intrants que le foin).

Pour la nappe de la Crau, la recharge générée par les surplus d'irrigation représente plus de 70% de la recharge annuelle de la nappe. Sans cette composante artificielle, l'aquifère de la Crau serait très fortement surexploité puisque près de 100 millions de m³ sont prélevés chaque année dans les eaux souterraines contre seulement 70 millions de recharge naturelle par les précipitations. Ainsi les usages actuels ne pourraient plus être assurés, parmi lesquels l'alimentation des 270 000 habitants aujourd'hui desservis en eau potable et celle de zones humides à fort intérêt écologique.

Par ailleurs, le bon état quantitatif de ces masses d'eau au titre de la Directive Cadre sur l'Eau sera compromis.

Le Comité :

OUI l'exposé de Mme la Présidente,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

ALERTE sur les risques d'épuisement des ressources locales que le relèvement des redevances pour l'irrigation gravitaire engendre sur les territoires, tels que la Crau, dont les ressources en eau sont alimentées grâce aux excédents d'irrigation liés à la technique par submersion,

DEMANDE la mise en place d'un régime spécifique de redevance relatif à l'irrigation gravitaire pour les territoires dans lesquels cette technique est un facteur de recharge significatif et indispensable des ressources en eau souterraine.

La Présidente du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.